

## L'atome cache-cache



EPUIS trente ans, en France et ailleurs, on vit dans la trouille de « la bombe » (A ou H). Depuis qu'existe cette saloperie de bombe, les savants ont trouvé, certes, des utilisations pacifiques de l'atome, mais l'inquiétude demeure et les habitants, par exemple, des communes qui voient

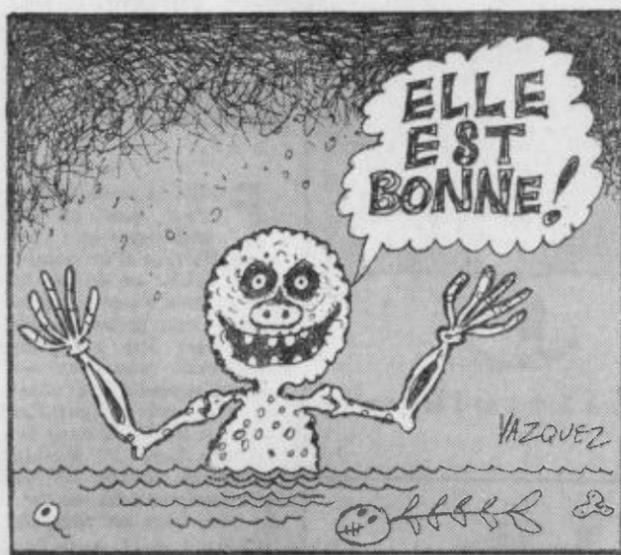
débarquer les gens de l'E.D.F. avec leurs grosses centrales nucléaires ne se sentent pas très rassurés. D'autant moins que les fervents du nucléaire ont de curieuses méthodes d'information. Il ne suffit pas de dire que la crise de l'énergie nous contraint à en passer par l'énergie nucléaire. Pour que cha-

cun choisisse en connaissance de cause, il faudrait tout dire, nous disons bien : tout.

E.D.F. pourrait-elle expliquer ce qu'il faut penser des raisons qui empêchent que ces informations, rassemblées par « le Canard », soient largement répandues dans et par la presse ?

**A**U sein du cadre de son action d'information sur l'implantation des centrales nucléaires en France, le gouvernement vient de faire un tout petit effort : un des quarante dossiers destinés aux communes, aux conseillers généraux ou régionaux comporte une rubrique : « Inconvénients » ! Il s'agit du dossier intéressant la commune de Soulac-sur-Mer, dans la Gironde. Heureux, les élus et les habitants de cette commune : ils ont droit à... trois lignes dubitatives quant aux risques, dans un document pourtant établi par quatre ministères (excusez du peu) dont celui qui est chargé de l'environnement. Difficile de mieux démontrer que la « campagne d'information », décidée par le gouvernement, consiste à en dire le moins possible. Pourquoi ? C'est dangereux ?

L'E.D.F., pour ne parler que d'elle, a d'ailleurs une conception très particulière de l'information, si l'on s'en rapporte



au texte d'une conférence de formation faite par M. Toureau, grand ponté à l'E.D.F., à des cadres de cette entreprise nationalisée.

que — les différences de température entre eau polluée puisée et eau rejetée seront de 7 à 15°. De quoi entraîner la disparition des poissons, la prolifération d'algues, l'augmentation de la concentration des parasites, des microbes et de certains virus.

Des informations sur le pari nucléaire, on en trouve aussi aux Etats-Unis. Le dernier rapport de la Commission de l'énergie atomique des U.S.A. explique que, pour 1973, les quarante-deux centrales en fonctionnement à cette époque (ce chiffre sera atteint en France en 1985) ont connu 861 incidents, dont 472 ont été considérés comme insignifiants. Il paraît, toujours selon ce rapport d'une instance favorable au nucléaire, que 371 auraient pu être sérieux. Dix-huit ont été graves, c'est-à-dire réunissant plusieurs des conditions d'une catastrophe. Dans douze de ces « accidents », il y a eu déga-

gements de nuages radio-actifs.

C'est peut-être pour cela que 400 savants français, venant d'horizons aussi différents que le Collège de France, Polytechnique ou le Commissariat à l'énergie atomique, viennent de demander officiellement à la population « de refuser l'installation des centrales tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences ».

D'autant plus que l'expérience américaine, telle que la décrivent les rapports faits pour l'agence pour l'énergie et par la revue « Nuclear Engineering », ne semble pas très encourageante sur le plan du rendement : 57 % de la capacité en 1973, un peu moins de 50 % en 1974. Les chiffres publiés expliquent qu'en moyenne les centrales atteignent une capacité de 77 % pendant les troisième et quatrième années pour redescendre ensuite autour de 37 %. Notamment à cause des phénomènes de corrosion que les techniciens ont énormément de mal à maîtriser. Ce qui explique que l'espérance de vie d'une centrale ne dépasse guère vingt ou vingt-cinq ans. Après, on ne sait pas trop quoi faire de ces blocs de béton radio-actifs.

Il ne reste plus qu'à les surveiller étroitement comme on commence à le faire pour tout ce qui est nucléaire. C'est la rançon de la sécurité. A tout hasard, on fiche tous ceux qui se déclarent opposés au « tout nucléaire ». Et le ministère de l'Intérieur n'hésite pas à collaborer avec E.D.F. pour constituer un fichier de cette nouvelle version de l'« adversaire intérieur ».

On veut casser quels « noyaux » ?

C.-M. Vadrot.

### Savoir "devancer"

A propos de la centrale de Fessenheim, en Alsace, le conférencier explique crûment que, pour convaincre les populations des avantages du nucléaire, il faut « éventuellement devancer certains travaux intéressants la population locale et qui seront de toute façon nécessaires par la suite (travaux de voirie, groupes scolaires, etc.) ». C'est sans nul doute à cette attitude que la commission d'enquête parlementaire sur le littoral méditerranéen faisait allusion, dans son rapport du mois de novembre, en écrivant : « La commission redoute qu'on ne séduise les autorités locales par des arguments qui risquent d'apparaître trop exclusive-

ment commerciaux en ne signalant pas les vrais problèmes. »

Parmi les précautions que l'E.D.F. suggère à ses cadres pour un (curieux) dialogue, on peut encore lire « qu'il faut faire en sorte que la population, dans son ensemble, ne soit pas contaminée par la propagande adverse (c'est la guerre ?) et qu'il faut « se prêter à des débats contradictoires uniquement dans le cadre de milieux bien définis (conseil municipal, clubs de médecins, d'ingénieurs, Rotary, etc.). Tant pis pour les autres où pourraient intervenir ce que le conférencier appelle des « protestataires de métier ».

### Confidences

On se demande pourquoi E.D.F. ne rend pas public un rapport confidentiel établi en juillet 1974, classé « accessibilité restreinte » et évoquant notamment les centrales à eau pressurisée qui vont être construites en France. On y lit « L'expérience d'exploitation sur cette filière est très faible à E.D.F., compte tenu de l'unique exemplaire d'installation de ce type en fonctionnement en France depuis 1967, Chooz. D'autre part, l'incident de réacteur survenu en 1968 sur les structures internes a condamné cette centrale à l'arrêt pour une période d'environ deux ans. »

Et pour la première fois, six ans après l'accident, on apprend (par indiscrétion !) dans ce rapport que les ingénieurs, à la suite d'un incident de routine, ont découvert « la rupture de la moitié des vis supportant le cœur du réacteur, l'usure et le déplacement latéral de l'écran thermique, différentes fissures ». Bref, au bout d'un an, la centrale était complètement déginglée.

Quant aux véritables spécia-

listes du nucléaire, notamment ceux du C.E.A., on ne leur demande jamais leur avis. Pourtant, dans des conférences contradictoires, les syndicalistes du C.E.A. sont prêts à répéter ce qu'ils écrivaient dans un document rendu public au début de l'été 1974 : « Pas de parade à la rupture de la cuve des réacteurs à eau, pas de preuve du bon fonctionnement du système de refroidissement de secours, pas de solution satisfaisante pour le stockage des déchets radioactifs, pas de solution pour la destruction de ces centrales après leur durée normale de fonctionnement. » Difficile de croire que ces gens se mettent à cracher sur leur gagne-pain pour le seul plaisir d'être des « contestataires ».

Certains « sceptiques », se sont réunis le 13 janvier dernier. Il s'agit ni plus ni moins que de la commission élargie de l'agence de bassin Seine-Normandie. Ils expliquent notamment dans une motion : « Considérant les conséquences de l'installation des centrales... produits antitartrants... augmentation de la charge radioactive des eaux utilisées pour l'alimentation... La commission estime que de tels implantations, dans l'état actuel de nos connaissances, ne sont pas souhaitables en amont de Paris. » Autrement dit, les gens chargés de gérer les eaux de la région parisienne disent non à neuf centrales nucléaires. Ils ajoutent que, s'il en faut absolument, « la solution la moins fâcheuse » sera d'en prévoir seulement deux : une à Barbey, au confluent de l'Yonne et de la Seine, et une autre sur la Marne.

La pollution thermique qui (entre autres) effraie l'agence de bassin Seine-Normandie n'est même plus niée, désormais, par E.D.F. Selon ses sources auxquelles on se réfère — il n'existe pas encore d'étude sérieuse rendue publi-

### LA FRANCE PARA-MILITAIRE



Carte des extensions de camps militaires d'ici à 1985 (Général Bigeard cartographe)